

**L’insertion professionnelle des diplômés universitaires en
Kabylie/Algérie : ethnographie d’une quête
Professional integration of university graduates in
Kabilia/Algeria:ethnography of a quest
SARADOUNI Karim¹**

¹Université Mouloud Mammeri (Tizi-Ouzou, Algérie).

karim.saradouni@ummt.dz

Received: 30/07/2024 Accepted: 02/09/2024 Published:01/10/2024

Résumé:

Résumé

Cet article aborde le processus d’insertion professionnelle caractérisant les diplômés universitaires en Kabylie, à travers les méthodes/logiques qu’ils mettent en œuvre afin d’y parvenir, compte tenu des contextes sociologiques de leur déploiement.

La solidarité familiale représente un élément important pour les jeunes traversant une expérience de chômage. Le travail représente la valeur principale pour la majorité. Afin de donner suite à leur insertion, ces jeunes utilisent notamment des méthodes basées sur des liens personnels. L’ensemble des jeunes concernés ont exprimé leur intention de partir à l’étranger. Un espace qu’ils jugent comme favorable à la réalisation de leurs projets et vivre dans la dignité.

Mots clés: Diplômés universitaires, chômage, travail, insertion professionnelle, Kabylie.

Abstract: This article looks at the process of professional integration that characterizes university graduates in Kabylia, through the methods/logics they use to achieve it, given the sociological contexts in which they are deployed. Family solidarity is an important element for young people experiencing unemployment. Work is the main value for the majority. In order to follow through on their integration, these young people use methods based on personal ties. All the young people concerned expressed

SARADOUNI Karim

their intention to go abroad. A place they consider favorable for realizing their projects and living in dignity.

Keywords: keywords, keywords, keywords, keywords, keywords.

1. Introduction

L'objet de cet article se veut un regard analytique sur l'insertion professionnelle des diplômés universitaires¹. À l'aune des transformations des institutions de socialisation, le passage à l'âge se fait de plus en plus tardivement pour les jeunes générations.

Selon les données du Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique, une moyenne de 250 000 diplômés sortant chaque année des universités algérienne (MESRS, 2016). En dépit des politiques publiques de l'emploi déployées par l'État algérien afin de réduire le taux de chômage, ce dernier demeure un phénomène social caractérisant notamment les diplômés universitaires (Lassassi et al., 2017). L'objectif est de comprendre l'insertion professionnelle des jeunes diplômés à l'épreuve du chômage. À partir d'une étude ethnographique localisée dans une commune rurale de Kabylie, il s'agit de revenir sur les conditions socioéconomiques et les contextes sociologiques caractérisant la vie quotidienne des jeunes en question. Ainsi, comment et dans quels contextes se déploie leur insertion professionnelle (méthodes et logiques) ? Quels rapports entretiennent-ils à l'égard du travail et les représentations qui en découlent ?

2. Méthodologie

Ce travail est issu d'une enquête de terrain de type ethnographique, à base d'observations participantes et d'entretiens, localisée dans une

¹ Thèse de doctorat en anthropologie en phase de finalisation, intitulée : Jeunesse, insertion professionnelle et citoyenneté à l'épreuve des transformations de la Kabylie, Université de Tizi-Ouzou/Ecole Doctorale d'Anthropologie.

L'insertion professionnelle des diplômés universitaires en Kabylie/Algérie : ethnographie d'une quête.

commune rurale de Kabylie (Timizart)². L'intérêt d'une telle enquête est de comprendre la condition juvénile évoluant dans le contexte en question mais surtout saisir les sens qu'en donnent ces jeunes à leurs représentations, pratiques sociales et les logiques/méthodes caractérisant leur insertion professionnelle. Les observations ont été effectuées sur trois espaces (familial, extrafamilial et celui de la recherche d'emploi). Afin d'affiner le matériau ethnographique collecté via les observations, nous avons réalisé des entretiens semi-directifs avec un groupe de jeunes diplômés (hommes et femmes), évoluant dans différentes situations (chômage, précarité, travail temporaire), âgés entre 24 et 36 ans. L'objectif est non seulement la compréhension de l'insertion en soi, mais également de faire le lien avec le vécu social de ces jeunes, leurs interactions quotidiennes avec les institutions de socialisation et les pratiques sociales discursives (immersion totale). Car, les processus d'insertion et les pratiques sociales dont il est question ici, ne sont pas exclusivement le produit d'un contexte objectif, mais aussi le résultat d'un processus (socialement construit) émanant de l'expérience subjective des individus (Berger & Lukman, 1996).

3. Bref aperçu du marché du travail en Algérie

²Timizart : commune rurale de Kabylie sise à 43 Km au Nord-Est du chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou et à 15 Km du chef-lieu de la Daïra de Ouaguenoun. Elle occupe un territoire qui s'étend sur une superficie de 65,14 Km². Au dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2008), elle regroupait environs 28996 habitants.

SARADOUNI Karim

L'Etat algérien a déployé un programme visant la régulation du marché du travail et l'inclusion des jeunes dans la société. En effet, nous pouvons distinguer trois grandes phases caractérisant les politiques de l'emploi en Algérie.

De 1962 jusqu'à 1980, les actions menées en direction des jeunes, concernaient essentiellement les aspects socioculturels. Durant cette période, le taux de chômage a été diminué de 33% en 1966 à 22% en 1977. Dans cette perspective, la jeunesse a été considérée par le discours dominant comme une force sociale. L'intégration ou l'inclusion des jeunes a été assurée par l'Etat, avec comme objectif du moment la cohésion sociale.

De 1980 aux années 2000, la société algérienne va connaître d'importantes transformations. A commencer par le contrechoc pétrolier de 1986, qui a donné suite à une crise économique, sociale et politique ardue. Ce qui a provoqué l'irruption des jeunes dans l'espace public pendant la révolte populaire d'octobre 1988. Cette jeunesse exacerbée par un chômage massif et une crise de logement, va s'affirmer pour exprimer son ras-le-bol vis-à-vis d'un Etat qui ne parvient pas à répondre à ses aspirations et ses besoins les plus élémentaires. Ceci avait entraîné *ipso facto* l'adoption de la Constitution de 1989 en instaurant le pluralisme politique (Boukhobza, 1991). A partir de 1990, l'Etat va lancer deux dispositifs d'insertion afin d'assurer un revenu minimum pour les jeunes et atténuer les sentiments d'exclusion et de marginalisation. En l'occurrence, le Dispositif d'Insertion Professionnelle des Jeunes et le Filet social. Afin d'atténuer les effets des Plans d'Ajustements Structurels (1994, 1998), plusieurs agences de promotion de l'emploi voient le jour comme la Caisse nationale d'assurance chômage en 1994, l'Agence de développement social et l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes en 1996.

Des années 2000 à nos jours, c'est le retour à l'Etat providence. En effet, d'autres agences d'insertion seront créées pour assurer l'inclusion des jeunes. A titre d'exemple, nous citons l'Agence nationale pour la gestion du microcrédit en 2004, l'Agence Nationale de l'Emploi en 2006, afin de permettre aux jeunes diplômés chômeurs (primo-demandeur) d'accéder au

L'insertion professionnelle des diplômés universitaires en Kabylie/Algérie : ethnographie d'une quête.

marché du travail. Parmi les programmes d'insertion gérés par l'ANEM ; il y a le Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle, destiné aux jeunes sans qualification, les diplômés du supérieur et de la formation professionnelle. En 2007, il y'avait la fameuse rencontre Gouvernement-Walis, qui avait lancé l'élaboration d'une « politique nationale de la jeunesse » visant essentiellement l'insertion et l'intégration des jeunes en renforçant le rôle des différents dispositifs afin d'aboutir à une cohésion sociale. Depuis 2008, des mesures ont été prises pour exiger « le contrat » concernant les emplois d'attente. De ce fait, suite à la révolte de janvier 2011, toutes les agences de promotion de l'emploi vont réviser leurs modalités de création d'activités et d'accès à l'emploi salarié. Selon l'évaluation qualitative des experts, les politiques publiques d'emploi et les Programmes Actifs du marché du Travail n'ont pas encore atteint leurs objectifs. En dépit de toutes les actions déployées par l'Etat pour améliorer la situation socioéconomique des jeunes, force est de constater que le chômage demeure un problème constant en Algérie.

4. Le chômage : un rite passage par défaut

Dans les sociétés dites successivement « primitives », « exotiques », et de nos jours « traditionnelles » ; le passage à l'âge adulte se faisait brusquement et symboliquement consacré via des rites de passage. A bien des égards, l'impact du chômage est considérable sur le temps de la vie quotidienne des individus concernés avec son lot de misère, souffrances, privations et frustrations multiples qui en découlent, en un mot une véritable « mort sociale ». En effet, les personnes concernées sont les catégories des salariés dont le travail représente une valeur centrale et celle des jeunes dont la vie quotidienne est organisée autour des rythmes scolaires. De plus, les discours médiatique et politique traitant cette thématique, nous renvoient des images « stéréotypées » en provenance du sens commun, concernant les chômeurs et leur vie quotidienne, d'autre part, la quasi-totalité des études relevant de l'analyse de cette question comme

SARADOUNI Karim

expérience vécue, subie ou volontairement choisie sont marquées par ce que l'on pourrait appeler une « thématique négative ». Par ailleurs, la focalisation sur ce que font ces individus de leur « temps » induit par l'expérience du chômage, permettra de comprendre les représentations de « ce temps vide », en dépit des représentations négatives caractérisant les chômeurs et leur univers. Comme phénomène social sensible, faut-il le rappeler, le chômage se définit comme étant une condition sociale à la fois objective et subjective. De ce fait, comprendre l'expérience/épreuve du chômage à travers les vécus et temporalités, c'est appréhender un tel phénomène dans toute sa complexité.

4.1. La solidarité familiale comme refuge

A propos des jeunes interrogés, notre suivi ethnographique a permis de reconstruire la réalité sociale de leur vécu quotidien à l'épreuve du chômage et de la précarité. Étant donné les contraintes socioéconomiques caractérisant la famille rurale, les jeunes enquêtés intériorisent une multitude de représentations à l'égard de cette institution. Les jeunes hommes la considèrent comme étant un espace clos et féminin par excellence. Dans un monde social où la reproduction (biologique et sociale) du groupe repose sur la femme, les filles sont appelées à assumer le rôle de mères. Ces dernières étaient reléguées dans une position inférieure par rapports aux garçons. De ce fait, la naissance d'un garçon constitue un évènement important, représentant le défenseur de l'honneur du groupe. Et ce, contrairement à la naissance d'une fille symbolisant un « malheur » en quelque sorte (Rahmani, 2012). Les contraintes inhérentes à cet espace sont vécues et subies beaucoup plus par les jeunes femmes que par leurs homologues. En revanche, ces derniers subissent moins de pression, étant donné qu'ils investissent leur temps libre à l'extérieur, fuyant de ce fait ces contraintes et ne regagnant souvent leur domicile familial que pour manger et dormir. En somme, l'institution familiale représente un lieu refuge pour les jeunes filles notamment, où la solidarité intrafamiliale joue un rôle primordial. Comme l'attestent les propos de ce jeune diplômé : *« des fois quand je bricole, j'ai de l'argent sur moi, parfois on me donne à la maison*

L'insertion professionnelle des diplômés universitaires en Kabylie/Algérie : ethnographie d'une quête.

pour leur faire les différents achats quotidiens en même temps pour satisfaire mes besoins ». Une autre rajoute : « *je reçois de l'aide de ma famille qui ne me laisse pas tomber dans ses moments difficiles, et je les remercie infiniment* ». Par conséquent, des situations de dépendances financières qui en découlent souvent. En termes de gestion de temps et comparativement aux jeunes hommes, il faut noter que les jeunes femmes passent le plus clair de leur temps libre au sein de l'institution familiale. En ce qui concerne les jeunes chômeurs interrogés, ils font également des activités et des pratiques socioculturelles, mais d'une façon moins visible par rapport à la gente féminine. Cependant, il faut mettre en exergue le respect et la solidarité intrafamiliale qui caractérisent les relations de ces jeunes et leur entourage familial. Il s'agit d'un sentiment de redevabilité vis-à-vis de l'institution familiale. D'où les sentiments de frustrations qu'ils ressentent quotidiennement et le désir d'autonomie et d'épanouissement personnel. Par conséquent, ceci les incite à remettre en question leur statut. En termes de pratiques sociales, ils investissent leur temps libre d'une façon inégale, en déployant quotidiennement une multitude de pratiques et d'activités socioculturelles. Et ce, étant donné qu'ils appartiennent à une catégorie sociale qui détient un capital culturel au sens de Bourdieu. Comparativement à leurs homologues, les jeunes femmes interrogées passent beaucoup de temps au sein de l'institution familiale, compte tenu de la prédominance des tâches féminines au sein de cet espace. Outre les tâches ménagères qu'elles y accomplissent quotidiennement, elles y passent également leur temps libre dans une pluralité d'activités et de pratiques socioculturelles. Cela est dû essentiellement aux normes et aux logiques caractérisant l'espace social en question. En somme, la famille représente un amortisseur à la crise que traversent ces jeunes. Cependant, les situations de dépendance et d'assistanat qui en découlent, les poussent à investir leur temps dans d'autres espaces sociaux jugés plus ouverts et moins contraignants on y déployant des pratiques de sociabilité.

SARADOUNI Karim

4.2. Les villages comme espaces de sociabilités

La mobilité de cette frange de la société, lui permet d'avoir un pied dans le village et un autre en ville. Cet espace social représenté par l'extérieur des villages et le chef-lieu de la commune, constitue un lieu d'action et de signes dans lequel s'inscrit l'expérience individuelle de la vie sociale. De ce fait, il forme un lieu où s'inscrivent des processus de socialisation, et des pratiques de sociabilité juvénile. Étant donné les normes et les contraintes qu'ils subissent, les jeunes diplômés chômeurs le considèrent à la fois comme ouvert et contraignant mais parfois dangereux notamment pour les jeunes femmes. De plus, l'un des aspects les plus remarquables au sein de cet espace est la solidarité amicale caractérisant les relations de sociabilité des jeunes enquêtés avec leurs groupes de pairs. Ces relations ont pour objectif, d'une part, de les mettre au courant de l'actualité quotidienne aussi bien locale, nationale qu'internationale. D'autre part, elles leur permettent d'intégrer les groupes de pairs via des pratiques ludiques et de consommations polymorphes.

Afin de casser la routine et d'investir leur temps libre, les jeunes interrogés occupent et s'approprient à longueur de journée des micros-espaces aussi bien au niveau des villages que dans l'espace urbain (voisinages, quartiers, fontaines, cafétérias, maisons de jeunes, sièges d'associations et partis politiques, salles de jeux, stades.). Comme l'exprime ce jeune : *« j'arpenter les rue de ma localité de café en café avec certains amis a moi qui étaient dans le même bain que moi, je cherche à trouver une échappatoire pour me stabiliser une bonne fois pour toutes. Pour casser la routine je travaille la terre, c'est mon temps favori être en contact avec la terre et la nature »*. Et ce, en dépit de la quasi-absence des infrastructures de loisirs au niveau de la commune et la mauvaise réputation de certains espaces (comme les bars). Force est de constater que l'objectif est bel et bien de contourner les tensions de la vie quotidienne, mais surtout pour construire leurs projets d'avenir. En outre, la quasi-totalité de ces espaces sont réservés au genre masculin, de ce fait il faut remarquer la prédominance des pratiques masculines sur les pratiques féminines. Or, vu les rapports conflictuels qu'ils entretiennent à l'égard des instances villageoises, ils inscrivent leur

L'insertion professionnelle des diplômés universitaires en Kabylie/Algérie : ethnographie d'une quête.

temps libre à l'extérieur des villages, notamment au sein des associations, loin de toutes formes de contrôle social. En revanche, pour les jeunes interrogés l'avenir est « ailleurs » étant donné que le pays leur renvoie une image d'un horizon fermé.

5. Le travail : entre représentations et valeur sociale

L'effritement de la société salariale a produit un impact considérable sur les représentations des jeunes en question, notamment à l'égard de la notion du travail. En effet, ils le considèrent comme un moyen de réaliser leurs projets d'avenir (dimension instrumentale), sans pour autant le dénier de sa valeur intrinsèque. L'un de des jeunes interrogés le considère comme « *un moyen d'être plus autonome et plus indépendant vis-à-vis des autres, un moyen de gagner sa vie* ». Pour un autre jeune enquêté « *...c'est le moyen par lequel je pourrai réaliser mes projets d'avenir, avoir un poste de travail permanent et un salaire régulier, c'est l'idéal pour un chômeur...* ». Une autre jeune diplômée rajoute : « *Je voyais le travail comme une échappatoire, un aboutissement pour quelqu'un qui fait ses études, fourni des efforts, après il travaille, voilà c'est un aboutissement,....tu travailles, tu peux t'acheter tout ce que tu veux, tu peux être autonome, indépendant* ».

Par ailleurs, en l'absence d'un travail salarié (dans le secteur privé et/ou étatique), le travail permanent ou le travail tout court, représente une norme, voire une source de citoyenneté à laquelle il faut impérativement se conformer. D'après l'un des jeunes interrogés, « *le travail est indispensable, l'homme doit travailler, parce que, en exerçant un travail tu pourras espérer fonder un foyer (mariage), réaliser tes projets....pour moi c'est une source d'argent avec lequel tu feras la situation* ». En outre, ils intériorisent « le piston » et « la corruption » comme critères d'accès à l'emploi ; « *c'est insuffisant d'avoir un diplôme dans le dossier, si t'as un diplôme et la carte militaire, il te faut le piston (tamussni) un pot de vin* ». Un autre jeune souligne : « *les compétences a elles seules ne peuvent suffire à décrocher un boulot, car notre système de recrutement en Algérie se base essentiellement sur la corruption et le piston, donc comment arriver a*

SARADOUNI Karim

trouver un travail, sans être pistonné, les compétences ne sont pas reconnues ». Comme revanche sociale de leur situation, ils considèrent l'État et ses institutions (censées prendre en charge leur insertion professionnelle) comme responsables de leur malaise social. D'où les formes de violences symboliques (dénonciations) et parfois physiques (émeutes et contestations) qu'ils manifestent souvent à l'égard de ces institutions. Ceci fait partie des raisons pour lesquelles ils se désintéressent de la sphère politique (partis, élections, etc.). Avoir un poste de travail reste le leitmotiv des jeunes enquêtés. Les jeunes en situation de chômage le considèrent comme leur principal projet d'avenir (dans ce cas de figure, le travail recouvre sa valeur centrale). Comme le souligne l'un des jeunes chômeurs interrogés, « sans travail on ne peut réaliser aucun objectif », « j'ai deux diplômes et j'accepterai de travailler dans n'importe quel secteur... ». Les jeunes en situation de précarité aspirent à un poste de travail permanent dans le secteur étatique et/ou privé. En effet, ils le considèrent comme étant un moyen de réaliser leurs projets de vie (dimension instrumentale) sans pour autant le dénier de sa valeur intrinsèque. Selon certains jeunes enquêtés, le travail est « un moyen d'être plus autonome et plus indépendant vis-à-vis des autres, un moyen de gagner sa vie et de réaliser ses projets d'avenir ».

6. Les méthodes/logiques d'insertion : une quête de citoyenneté ?

De prime à bord, l'insertion professionnelle représente un moment clés de l'existence de l'individu. Elle s'avère également une étape déterminante quant aux aspirations professionnelles formulées pendant le cheminement scolaire. En effet, il s'agit d'un processus qui commence au moment où les jeunes consacrent leur temps à la recherche effective d'un emploi en vue de s'insérer dans le marché du travail, ou à l'exercice d'un emploi rémunéré tout court. Historiquement et socialement construit, l'insertion professionnelle est un processus lié à un contexte multidimensionnel : social, économique, stratégies d'acteurs, trajectoires biographiques, institutions, inégalités, compte tenu de l'interaction entre les personnes concernées. Si la dimension objective (conditions objectives,

L'insertion professionnelle des diplômés universitaires en Kabylie/Algérie : ethnographie d'une quête.

diplôme, situation du marché du travail,...) est prise en ligne de compte, la dimension subjective demeure un aspect incontournable pour comprendre ce processus. S'interroger d'un point de vue anthropologique sur la citoyenneté, nécessite tout d'abord de se défaire de l'idée que cette notion n'aurait qu'une et une seule définition, qu'elle ne présenterait d'intérêt que philosophique ou normatif, ou encore qu'il ne s'agirait que d'un statut défini par l'État, restant relativement extérieur aux processus empiriquement observables dans des contextes locaux (Neveu 2004).

En ce qui concerne les jeunes en question, force est de constater qu'ils utilisent une multitude de méthodes dans leur quête d'emploi. Grosso modo, il s'agit des méthodes basées sur les réseaux familiaux (les proches), personnelles (les amis), institutionnels (agences étatiques et/ou privées), sociaux (internet). A cet effet, un jeune enquêté souligne : « *afin de chercher un travail, un poste de travail, j'ai déposé pas mal de dossiers de demandes d'emploi, je me suis inscrit à l'ANEM, j'ai eu la carte bleue (carte de demandeur d'emploi), j'ai cherché partout, je me suis appuyé sur mes propres compétence, sur la chance, mais aussi j'ai fait appel à certaines personnes de mon entourage familial* ». Dans un contexte de chômage, le secteur informel représente une alternative. Malgré l'élaboration des politiques d'insertion, les jeunes concernés les contournent souvent, en optant pour des méthodes basées sur les liens personnels. Bien que la quasi-totalité des offres d'emploi passent par l'ANEM au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, les jeunes enquêtés ont tendance à ne pas solliciter cette institution. Compte tenu de la qualité des emplois que propose cette agence (salaire ne dépassant pas le SNMG, CDD, conditions de travail pénibles, exploitation,...), ces jeunes font appel à leurs réseaux interpersonnels durant leur quête d'emploi, notamment dans le secteur informel. Même constat concernant la création des PME; cas de l'Agence nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes, la Caisse Nationale d'Assurance Chômage et l'Agence National de Gestion du Microcrédit. Certains jeunes enquêtés, après avoir déposé un dossier en vue de s'engager

SARADOUNI Karim

dans l'entreprenariat ont renoncé pour plusieurs raisons ; lenteur des délais, la somme de l'apport personnel et la situation du marché. Dès lors, les emplois proposés avec petits salaires et la lenteur des démarches concernant la création des PME (bureaucratie) sont mises en exergues. Ainsi, « la débrouille » semble être une stratégie par défaut. En effet, les activités de subsistance et informelles représentent des emplois d'attente symbolisant un « refuge » pour une jeunesse en « quête » d'autonomie et de travail décent. Les jeunes femmes interrogées se débrouillent généralement dans le secteur privé. Et ce dans les activités les plus accessibles. Certaines d'entre elles, après avoir rencontré des obstacles, optent pour des activités domestiques marchandes. Et ce en pratiquant la couture, la confection de différents objets qu'elles proposent aux boutiques. Les jeunes hommes quant à eux, s'orientent vers les chantiers de Bâtiments et Travaux Publics, les cafétérias, les restaurants, etc. En dépit de la précarité caractérisant ces activités et l'inadéquation avec leurs formations initiales, elles font office d'intégration sociale. Face à la précarité, certains jeunes développent des « stratégies d'attente », en retournant aux études. Dans ce cas de figure, le réseau amical joue un rôle indéniable. Si l'objectif est de retarder l'insertion professionnelle (faute de trouver un emploi), l'amélioration du capital culturel (CV) devient un véritable enjeu ; *« j'avais frappé à toutes les portes, j'avais sollicité de l'aide de toutes mes connaissances, j'avais participé à tous les concours qu'organiser la direction de l'enseignement, mais rien n'est apparu à l'horizon, donc j'ai de poursuivre mes études supérieures, on laissant le marché du travail, pour s'inscrire dans ce lui de la recherche scientifique dans le domaine amazigh »*. Pour les jeunes femmes, cette stratégie représente une double libération du contrôle familial et de la domination masculine. Dans certains cas, cette perspective débouche sur une autre stratégie dite de « reconversion » à un autre métier, en faisant fi de la formation initiale ; *« j'ai déposé mon dossier et actuellement j'attends la réponse,....j'ai déposé également au niveau des inspections activant dans les établissements scolaires et au sein des entreprises, j'ai envoyé mon dossier même au Sud et ce avec deux diplômes,....malheureusement sans réponse,....comment tu veux rester dans ce pays misérable ? »*. Ces stratégies

L'insertion professionnelle des diplômés universitaires en Kabylie/Algérie : ethnographie d'une quête.

bien qu'elles soient fragmentées, permettent tout de même aux jeunes villageois de rester intégrés dans les espaces sociaux qu'ils fréquentent quotidiennement. D'où la difficulté de faire la distinction entre un jeune chômeur et un non chômeur par la simple observation. Quant aux jeunes femmes, en dépit de leur omniprésence dans l'espace villageois, elles demeurent néanmoins socialement à la marge et invisibles. À défaut de se réaliser dans l'espace local, la majorité des jeunes concernés ont exprimé leur intention de partir ailleurs. Un « ailleurs » qu'ils jugent comme étant un eldorado, où ils pourront réaliser leurs objectifs et vivre dans la dignité. Les propos de certains jeunes universitaires en sont la preuve : *« l'idée de partir ailleurs m'est pas venu par des représentations des autres vivant ailleurs, ou par les médias, mais j'avais cette idée dans ma tête, parce que entre le mode de vie d'ici et celui d'ailleurs il y a une grande différence,...je pense qu'à l'étranger j'aurai plus de chances et de perspectives qu'ici »*. Un autre s'exprime ainsi : *« actuellement, la chose que je veux atteindre c'est avoir un poste de travail, par la suite fonder un foyer se marier, sinon je pars à l'étranger mon ami, je quitterai ce pays sans retour »*.

7. Conclusion

Au regard du contexte évoqué, force est de constater l'ambivalence (SALHI, 2012) caractérisant les jeunes interrogés. En effet, engagés dans une quête d'insertion et de reconnaissance (Honneth, 2013), ils se présentent comme ballotés entre leurs aspirations et attentes subjectives vis-à-vis des institutions et les conditions objectives dans lesquelles ils tentent de réaliser et faire aboutir leurs projets d'avenir (Benhaddad et al. 2019). En un mot, ils traversent une véritable crise de sens (Hadibi, 2014). L'insertion professionnelle de ces jeunes s'inscrit dans un contexte où l'organisation sociale traditionnelle de type communautaire et le processus de modernisation de cohabitent mutuellement. Si les jeunes hommes s'en sortent tant bien que mal quant à leur avenir, la situation des jeunes

SARADOUNI Karim

femmes est encore plus ambivalente, compte tenu des pesanteurs socioculturelles caractérisant le milieu rural.

Enfin, *last but not least*, dans un contexte où précarité rime avec quotidienneté, le manque de perspective en milieu rural (chômage endémique) signifie souvent l'effacement de la citoyenneté (Mebtoul, 2018).

8. Liste bibliographique :

BENHADDAD . N.A , BOUCHER. K, Hammouda. N. E, SOUABER . H, (2019), *La jeunesse algérienne. Vécu, représentations et aspirations*, CREAD, Alger.

BERGER P L., LUCKMAN T. (1996). *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin.

BOUKHOBZA M., (1991), *Octobre 88. Évolution ou rupture ?* Alger, Bouchène.

CASTEL R., (1995). *Les métamorphoses de la question salariale. Chronique du salariat*, Paris, Fayard.

DUBAR C., (2001). « La construction sociale de l'insertion professionnelle », *Éducation et Société* 7, pp. 23-36.

ELLEFSEN B., HAMEL J., (2000). « Citoyenneté, jeunesse et exclusion. Lien social et politique à l'épreuve de la précarité », *Lien social et Politiques* 43, p. 133-142.

GALLAND O., (1991). *Sociologie de la jeunesse (l'entrée dans la vie)*, Paris, Armand Colin.

GIDDENS A., (1987). *La constitution de la société*, Paris, PUF.

HADIBI.M. A (Coord),(2014), *Les jeunes face à la famille et aux institutions de l'Etat : stratégies et représentations*, PNR Population et société, DGRSDT/CRASC, p. 230.

HADIBI. M. A, (2010). « Projets en fragments et avenir de jeunes en Kabylie », In *Revue Insaniyat*, n° 49, pp. 41-53.

HONNETH. A, (2013), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Gallimard.

L'insertion professionnelle des diplômés universitaires en Kabylie/Algérie : ethnographie d'une quête.

KINZI. A, (2007). « La jeunesse en milieu rural Kabyle et ses rapports conflictuels avec les institutions villageoises », In BREVIGLIERI. M & CICCHELLI. V (dir), Adolescence méditerranéenne. L'espace public à petit pas, L'Harmattan, pp. 263-276 .

Kinzi. A, (2012). « De l'assemblée villageoise à l'association : les jeunes villageois en quête d'affirmation », in Insaniyat, n° 55-56 Janvier-Juin 2012, pp. 63-77.

Lassassi. M. (2017), Enquête sur l'insertion des diplômés universitaires. CREAD, Alger.

MEBTOUL. M, (2018), *Algérie. La citoyenneté impossible ? Koukou, Alger.*

MUSETTE M S., (2014). « Les politiques de l'emploi et les programmes du marché du travail en Algérie ». *Rapport ETF, Fondation Européenne pour la Formation.*

MUSETTE M S., (2004). « Les politiques de la jeunesse en Algérie », in *Regards critiques sur les jeunes : la santé en Algérie, CREAD.*

RAHMANI. S, (2012), Coutumes de Kabylie (mariage- Grossesse- Naissance-Enfance), Belles-Lettres Document.

SALHI. K (2012), « Entre un avenir de rêves et un futur rêvé : l'ambivalence des jeunes dans l'élaboration de leurs projets d'avenir », in Insaniyat, n° 55-56 Janvier-Juin 2012, pp.43-61.

SALHI M B., 2005. « Espace montagnard : mutations et permanences. Cas de la Kabylie de la région du Djurdjura », in MESSACI-BELHOCINE N, (dir), *L'Espace montagnard entre mutations et permanences, CRASC, p. 11-50.*

Saradouni K., 2011, Approche anthropologique sur le vécu quotidien et les pratiques sociales chez les jeunes diplômés chômeurs (cas de la commune de Timizart, wilaya de Tizi-Ouzou), Tizi-Ouzou, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

VAN GENNEP, A. (1981), Les rites de passage. A. et J. Picard, Paris, PUF.

